

8

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE (SCP 318.02)

Convention collective de travail du 19 juin 2003 relative aux conditions de travail et de rémunération du personnel occupé dans le cadre d'un programme pour l'emploi ou de transition (Communauté flamande).

Champ d'application

Article 1er

§1 La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs qui fournissent des prestations dans le cadre de programmes pour l'emploi ou de transition et aux employeurs des services pour les aides familiales et les aides seniors de la Communauté flamande.

§2 Par programmes pour l'emploi et de transition on entend à titre limitatif:

- WEP et WEP+;
- les emplois Smet ;
- les distributeurs de repas pour autant qu'ils ne soient pas compris dans la réglementation aide logistique ;
- les gardes d'enfants malades pour autant qu'ils soient subventionnés par le Fonds pour les Equipements et Services Collectifs.

Salaires minimums

Art.2

A partir du 1er janvier 2003, les salaires horaires minimums pour les travailleurs visés à l'article 1er sont fixés dans le barème D1, qui est le suivant:

Les 3 premières années, c.-à-d. à partir de l'engagement jusques et y compris 36 mois plus tard : le salaire horaire minimum garanti à 21 ans.

A partir du début de la quatrième année de service, s'ajoute à cela 25% de la différence entre le salaire horaire minimum garanti à 21 ans et le barème B4 aides logistiques à 0 ans de service.

A partir du début de la cinquième année de service, s'ajoute à cela 50 % de la différence entre le salaire horaire minimum garanti à 21 ans et le barème B4 aides logistiques à 0 ans de service.

A partir de la sixième année de service, les travailleurs visés à l'article 1er passent au barème B4 aides logistiques, commençant à l'ancienneté 0.
(barème D1 voir annexe 1)

Les dispositions prévues aux articles 5 et 6 de la présente CCT ne sont pas comprises dans le calcul du salaire minimum garanti.

Art.3

L'application de l'article 2 ne peut pas avoir pour conséquence que - dans les entreprises - il soit porté préjudice à des conditions salariales existantes plus favorables.

68 175 16/11/02
28 X 03

Liaison des salaires à l'indice

Art. 4

Les salaires horaires minimums et les salaires horaires réellement payés sont liés à l'indice des prix à la consommation, tel que prévu par la convention collective de travail du 18 janvier 2002 relative aux conditions salariales (Communauté flamande) en exécution du *Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social-Profitsector* du 29 mars 2000.

Allocation de foyer et de résidence

Art. 5

Il est octroyé aux travailleurs visés à l'article 1er, à l'exception de leurs deux premières années de service, une allocation de foyer et de résidence suivant les mêmes conditions et les mêmes modalités telles que prévues par la convention collective de travail du 18 janvier 2002 relative aux conditions salariales (Communauté flamande) en exécution du *Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social-Profitsector* du 29 mars 2000.

Allocation de fin d'année

Art. 6

Les travailleurs visés à l'article 1er ont droit, à l'exception de leur première année de service, au paiement d'une allocation de fin d'année par l'employeur suivant les mêmes conditions et les mêmes modalités telles que prévues par la convention collective de travail du 18 janvier 2002 relative à une allocation de fin d'année (Communauté flamande) en exécution du *Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social-Profitsector* du 29 mars 2000.

Jour de carence

Art. 7

Les travailleurs visés à l'article 1er ont droit, à l'exception de leur première année de service, au paiement des jours de carence suivant les mêmes conditions et les mêmes modalités telles que prévues par la convention collective de travail du 10 avril 2003 relative au paiement du jour de carence (Communauté flamande) en exécution du *Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social-Profitsector* du 29 mars 2000.

Jours de congé complémentaires à partir de 35 ans jusqu'à 44 ans inclus

Art. 8

Après une évaluation globale positive des moyens du *Vlaams Intersectoraal Akkoord*, au plus tard pour la fin de 2005, les travailleurs visés à l'article 1er ont également droit aux jours de congé complémentaires suivant les mêmes conditions et les mêmes modalités telles que prévues par la convention collective de travail du 6 décembre 2001 relative à l'octroi de cinq jours de congé complémentaires à partir de 35 ans jusqu'à 44 ans inclus en exécution du *Vlaams Intersectoraal Akkoord* du 29 mars 2000.

Dispense de prestations de travail à partir de 45 ans

Art.9

Après une évaluation globale positive des moyens du *Vlaams Intersectoraal Akkoord*, au plus tard pour la fin de 2005, les travailleurs visés à l'article 1er ont également droit à la dispense de prestations de travail suivant les mêmes conditions et les mêmes modalités telles que prévues par la convention collective de travail relative à la dispense de prestations de travail avec maintien de salaire à partir de l'âge de 45 ans dans le cadre de la fin de carrière, en exécution du *Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social-Profitsector* du 29 mars 2000.

Congé d'ancienneté

Art.10

Les travailleurs visés à l'article 1er ont droit aux jours de congé d'ancienneté, suivant les mêmes conditions et modalités prévues par la convention collective de travail du 18 juin 1998 relative au congé d'ancienneté.

Dispositions transitoires

Art.11

Pour l'application de la présente convention collective de travail, les travailleurs en service avant le 1er janvier 2001 sont considérés comme des travailleurs ayant 2 années d'ancienneté lors de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail.

Clause pour l'emploi

Art.12

L'application de la présente convention collective de travail ne peut mener à des effets secondaires négatifs sur l'emploi régulier.

Dispositions finales

Art.13

La présente convention collective de travail remplace à partir du 1^{er} janvier 2003 la convention collective de travail du 12 février relative aux conditions de travail et de rémunération du personnel occupé dans le cadre d'un programme pour l'emploi ou de transition (Communauté flamande).

Art.14

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties signataires moyennant un préavis de trois mois, notifié par une lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

annexe 1

Barème programmes de transition D1 en 2005

Années de service	Salaire horaire	Allocation de foyer	Allocation de résidence
0	7,0629 ¹	0,00	0,00
1	7,0629 ¹	0,00	0,00
2	7,0629 ¹	0,4713	0,2356
3	7,3231	0,4713	0,2356
4	7,8434	0,4713	0,2356
5	8,1035	0,4713	0,2356
6	8,6017	0,4713	0,2356
7	8,7138	0,4713	0,2356
8	8,8261	0,4713	0,2356
9	8,8767	0,4713	0,2356
10	8,8909	0,4713	0,2356
11	8,9804	0,4713	0,2356
12	9,0427	0,4713	0,2356
13	9,0514	0,4713	0,2356
14	9,0818	0,4713	0,2356
15	9,3709	0,4713	0,2356
16	9,3719	0,4713	0,2356
17	9,5843	0,4713	0,2356
18	9,5843	0,4713	0,2356
19	9,7814	0,4713	0,2356
20	9,7814	0,4713	0,2356
21	10,0681	0,4713	0,2356
22	10,0681	0,4713	0,2356
23	10,3467	0,4321	0,1964
24	10,3467	0,4321	0,1964
25	10,8453	0,2356	0,1178
26	10,8453	0,2356	0,1178
27	11,3522	0,2356	0,1178
28	11,7449	0,1875	0,0697
29	12,2640	0,0000	0,0000

Montants à l'indice mars 2002

Note pied de page : Il s'agit du salaire mensuel minimum moyen, exprimé en salaire horaire ; à partir de 21,5 ans et 6 mois d'ancienneté cela devient 7,2576 euro et à partir de 22 ans et 12 mois d'ancienneté cela devient 7,3441 euro

PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAARDENHULP VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP (PSC 318.02)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 19 juni 2003 betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden van het personeel tewerkgesteld in het kader van een tewerkstellings- of doorstromingsprogramma (Vlaamse Gemeenschap).

60175 / 6031802

Toepassingsgebied

Artikel 1

§1 Deze Collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers die prestaties leveren in het kader van tewerkstellings- of doorstromingsprogramma's en de werkgevers van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse gemeenschap.

§2 Onder tewerkstellings- of doorstromingsprogramma's wordt limitatief verstaan:

- WEP en WEP+;
- Smetbanen;
- maaltijdbedelers zolang ze niet begrepen zijn in de regelgeving logistieke hulp;
- oppassers zieke kinderen voor zover ze gesubsidieerd zijn door Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten.

REGISTR. EN IN STH.

28 X 03

Minimumlonen

Art. 2

Vanaf 1 januari 2003 worden de minimumuurlonen voor de werknemers bedoeld in artikel 1 in barema D1. Dit is vastgesteld als volgt:

De eerste 3 jaar, dit is van indiensttreding tot en met 36 maanden later: het gewaarborgd minimumuurloon op 21 jaar.

Vanaf het begin van het vierde jaar dienst komt daarbovenop 25% van het verschil tussen het gewaarborgd minimumuurloon op 21 jaar en het barema B4 logistieke hulpen bij 0 jaren dienst.

Vanaf het begin van het vijfde jaar dienst komt daarbij nog 50 % van het verschil tussen het gewaarborgd minimumuurloon op 21 jaar en het barema B4 logistieke hulpen bij 0 jaren dienst.

Vanaf het zesde jaar dienst stappen de werknemers bedoeld in artikel 1 in het barema B4 logistieke hulpen, beginnend aan anciënniteit 0.

(barema D1 zie bijlage 1)

De bepalingen voorzien in artikelen 5 en 6 van onderhavige CAO zijn niet begrepen in de berekening van het gewaarborgd minimumloon.

Art. 3

De toepassing van artikel 2 mag niet tot gevolg hebben dat - in de ondernemingen - afbreuk wordt gedaan aan bestaande gunstiger loonvoorwaarden.

N O C O G I N S

18-08-2003

Koppeling van de lonen aan het indexcijfer

Art. 4

De minimumuurlonen en de werkelijk betaalde uurlonen worden gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 januari 2002 betreffende de loonvoorwaarden (Vlaamse Gemeenschap) in uitvoering van het Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social-Profitsector van 29 maart 2000.

Haard- en standplaatstoelage

Art. 5

De in artikel 1 bedoelde werknemers wordt, met uitzondering van hun eerste twee jaren dienst, een haard- en standplaatstoelage toegekend volgens de zelfde voorwaarden en de zelfde modaliteiten zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 januari 2002 betreffende de loonvoorwaarden (Vlaamse Gemeenschap) in uitvoering van het Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social-Profitsector van 29 maart 2000.

Eindejaarstoelage

Art. 6

De werknemers bedoeld in artikel 1 hebben, met uitzondering van hun eerste jaar dienst, recht op de betaling door de werkgever van een eindejaarstoelage volgens de zelfde voorwaarden en de zelfde modaliteiten zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 januari 2002 betreffende een eindejaarstoelage (Vlaamse Gemeenschap) in uitvoering van het Vlaams Intersectoraal akkoord voor de Social-Profitsector van 29 maart 2000.

Carenzdag

Art. 7

De werknemers bedoeld in artikel 1 hebben, met uitzondering van hun eerste jaar dienst, recht op de betaling van de carenzdagen, volgens de zelfde voorwaarden en de zelfde modaliteiten, zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van ~~14~~ 10 4 2003 betreffende de betaling van de carenzdag (Vlaamse Gemeenschap) in uitvoering van het Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social-Profitsector van 29 maart 2000.

april

Aanvullende verlofdagen vanaf 35 jaar tot en met 44 jaar

Art. 8

Na positieve globale evaluatie van de VIA-middelen, tegen uiterlijk einde van 2005, hebben de werknemers bedoeld in artikel 1 eveneens recht op de aanvullende verlofdagen volgens de zelfde voorwaarden en de zelfde modaliteiten zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 december 2001 betreffende de toekenning van vijf aanvullende verlofdagen vanaf 35 jaar tot en met 44 jaar in uitvoering van het Vlaams Intersectoraal Akkoord van 29 maart 2000.



Vrijstelling van arbeidsprestaties vanaf 45 jaar

Art. 9

Na positieve globale evaluatie van de VIA-middelen, tegen uiterlijk einde van 2005, hebben de werknemers bedoeld in artikel 1 eveneens recht op de vrijstelling van arbeidsprestaties volgens de zelfde voorwaarden en de zelfde modaliteiten zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon vanaf de leeftijd van 45 jaar in het kader van de eindeloopbaan, in uitvoering van het Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social-Profitsector van 29 maart 2000.

Anciënniteitsverlof

Art. 10

De werknemers bedoeld in artikel 1 hebben recht op de dagen anciënniteitsverlof, volgens dezelfde voorwaarden en modaliteiten voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juni 1998 betreffende het anciënniteitsverlof.

Overgangsbepalingen

Art. 11

Werknemers in dienst voor 1 januari 2001 worden voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst beschouwd als zijnde werknemers met 2 jaar anciënniteit bij de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Tewerkstellingsclausule

Art. 12

De toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst mag niet leiden tot negatieve neveneffecten op de regulière tewerkingstelling.

Slotbepalingen

Art. 13

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt vanaf 1 januari 2003 de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2003 betreffende de loon-en arbeidsvoorwaarden van het personeel tewerkinggesteld in het kader van een tewerkingstellings-of doorstromingsprogramma (Vlaamse Gemeenschap)

Art. 14

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elk van de ondertekenende partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse gemeenschap.

BIJLAGE 1

Barema doorstromingsprogramma's D 1 in 2005

jaren dienst	uurloon	haardtoelage	standplaatsstoelage
0	7,0629 ¹	0,00	0,00
1	7,0629 ¹	0,00	0,00
2	7,0629 ¹	0,4713	0,2356
3	7,3231	0,4713	0,2356
4	7,8434	0,4713	0,2356
5	8,1035	0,4713	0,2356
6	8,6017	0,4713	0,2356
7	8,7138	0,4713	0,2356
8	8,8261	0,4713	0,2356
9	8,8767	0,4713	0,2356
10	8,8909	0,4713	0,2356
11	8,9804	0,4713	0,2356
12	9,0427	0,4713	0,2356
13	9,0514	0,4713	0,2356
14	9,0818	0,4713	0,2356
15	9,3709	0,4713	0,2356
16	9,3719	0,4713	0,2356
17	9,5843	0,4713	0,2356
18	9,5843	0,4713	0,2356
19	9,7814	0,4713	0,2356
20	9,7814	0,4713	0,2356
21	10,0681	0,4713	0,2356
22	10,0681	0,4713	0,2356
23	10,3467	0,4321	0,1964
24	10,3467	0,4321	0,1964
25	10,8453	0,2356	0,1178
26	10,8453	0,2356	0,1178
27	11,3522	0,2356	0,1178
28	11,7449	0,1875	0,0697
29	12,2640	0,0000	0,0000

Bedragen aan index maart 2002

¹ Dit is het gemiddeld minimummaandloon, uitgedrukt in uurloon; vanaf 21,5 jaar en 6 maanden anciënniteit wordt dit 7,2576 euro en vanaf 22 jaar en 12 maanden anciënniteit wordt dit 7,3441 euro